



## Conseil communal de Schuttrange Séance du conseil communal du 23/10/2019

### Présents :

Le bourgmestre Jean -Paul JOST (Schëtter Bierger),  
les échevins Claude MARSON (LSAP) et Serge THEIN (Schëtter Bierger)  
et les conseillers Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger),  
Serge EICHER (DP), Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), Nora FORGIARINI (Dei Greng), Vic BACK  
(Schëtter Bierger), Jim RONK (DP) et Nicolas WELSCH (DP)

Le secrétaire communal, Alain DOHN

**Le bourgmestre Jean-Paul JOST** (Schëtter Bierger) accueille les conseillers, la presse et les administré(e)s présents à l'occasion de cette dixième séance de 2019.

Le bourgmestre présente ensuite un rapport sur les thèmes/dates suivantes :

- 26/09/2019 : premier atelier très fréquenté sur la rénovation de la place de l'Église avec de bonnes propositions
- 27/09/2019 : remise du chèque de 2 500 € du marché au noix de Schuttrange (« Schëtter Nëssmaat »)
- 29/09/2019 : Apéro
- 01/10/2019 : hommage aux sportifs (merci à la commission des Sports pour la bonne organisation de l'évènement)
- 08/10/2019 : séance des commissions d'Intégration des communes de Schuttrange et de Niederanven sur le thème d'un plan d'intégration commun
- 09/10/2019 : réunion constructive avec l'ANA (Administration de la Navigation Aérienne) sur le thème de l'aviation de loisirs. Présentation des mesures de protection des communes voisines. En raison de la forte augmentation du trafic aérien commercial, les pilotes amateurs ne disposent que de couloirs d'approche et de temps de décollage et d'atterrissage limités : ainsi, la pollution sonore ne peut être entièrement supprimée. Les efforts doivent néanmoins être consentis pour la réduire à un minimum.
- 10/10/2019 : réunion avec l'agglomération de Luxembourg (anciennes régions membres de la convention DICI : Syrdall, Uelzechtdall avec la ville de Luxembourg). Bien que la convention n'existe plus, les membres continuent de procéder à un échange étroit d'informations afin de développer des concepts globaux sur différents sujets tels que la mobilité, la construction de logements, la gestion des parkings, etc.
- 12/10/2019 : Journée de la Commémoration. En raison du faible nombre de participants, d'autres concepts doivent être envisagés. La raison originelle de cette journée ne doit pas être oubliée.
- 15/10/2019 : rassemblement autour d'un verre à l'école avec le personnel scolaire et celui de la maison relais
- 18/10/2019 : remise de chèque Fête nationale

- Marché aux noix de Schuttrange : faible fréquentation en raison des fortes pluies
- 24/10/2019 : deuxième atelier pour la rénovation de la place de l'Église
- Vendredi : inauguration et ouverture du parking provisoire à côté de l'église
- 03/11/2019 : Journée du 3e âge
- 06/11/2019 : séance du conseil communal pour l'examen des objections au Plan d'Aménagement Général reçues par le ministère de l'Intérieur
- 09/11/2019 : Journée intergénérationnelle
- 14/11/2019 : Café des langues
- 20/11/2019 : séance de travail avec le conseil communal relative à la rénovation de la place de l'Église
- 25/11/2019 : manifestation « Green Events » à Niederanven
- 27/11/2019 : présentation du budget
- 12/12/2019 : repas à la maison relais avec la commission scolaire et les représentants des parents en plus d'une visite de l'école et de la crèche

## 1. Pacte Climat

### 1.1. Présentation des progrès réalisés dans le cadre du Pacte Climat

Jeannot SCHROEDER, conseiller climat, présente le statu quo des travaux dans le cadre du Pacte Climat. La certification actuelle est à 64,6 %. Selon l'audit du Pacte Climat 2019, la valeur la plus élevée (à 77,3 %) a été atteinte pour les bâtiments et les installations communales, suivie par la valeur de 74 % en ce qui concerne la communication. La valeur la plus basse est de 49,6 % et concerne l'approvisionnement et l'élimination. L'objectif reste la certification globale « or », soit une valeur de 75 %. Un certain nombre de mesures ont été mises en œuvre dans la commune : l'installation de compteurs supplémentaires, la rénovation du bâtiment dédié au chant et à la musique, la construction d'une nouvelle buvette, la mise en œuvre des propositions de Facility Management, la création d'une zone 30 devant l'école et le développement de la rue du Village pour permettre la création d'une piste cyclable, l'élargissement de la voie piétonne et la conversion prévue de l'éclairage en LED. La planification de l'atelier et de la caserne de pompiers a également été travaillée. Les prochaines étapes sont les suivantes : la révision des objectifs climatiques, la préparation d'un plan d'action pluriannuel, la mise en œuvre d'actions à court terme et l'arrivée de Daniel FLIES. Le bourgmestre remercie le conseiller climat, l'équipe climat et l'échevin pour l'environnement Claude MARSON pour leur travail engagé.

## 2. Finances communales

### 2.1. Approbation d'un contrat préliminaire d'acquisition pour l'achat d'un bien immobilier à Schuttrange, 12, rue du Village

La maison au n° 12, rue du Village près du « Haff Penning » est en vente. Ce sont 18,75 ares qui sont à vendre au prix de 56 000 €/are (prix total : 1 050 000 €). Le site permet la construction de six appartements et la partie à l'arrière peut également faire l'objet d'une construction pour y établir un *Nouveau Quartier*. Par sa situation centrale dans le vieux Schuttrange, le bâtiment présente un intérêt pour la commune et convient à la construction d'appartements de location communaux pour les jeunes célibataires ou les petites familles.

Le conseiller Serge EICHER (DP) se félicite de l'existence d'un projet de réalisation d'appartements aux dimensions réduites qui complètera l'offre de la commune en

matière de location d'appartements pour les célibataires, les couples ou les familles moins nombreuses. Il pose la question des coûts de démolition et de l'éventuelle élimination de l'amiante. On lui répond que la planification n'a pas encore abordé ces points-là. L'approbation est unanime.

#### **2.2. Approbation d'un devis pour la rénovation du trottoir et de l'entrée d'Uebersyren, rue de Mensdorf**

Le revêtement et l'éclairage sont obsolètes et partiellement endommagés et doivent être remplacés. L'entrée de la rue est sous la responsabilité des Ponts & Chaussées. Un accord a été conclu sur l'éclairage et le revêtement à adopter. Le pavage existant sera utilisé à d'autres fins et les anciens éclairages seront vendus. Les coûts sont estimés à 285 700 €, TVA et frais d'ingénierie compris, pour 350 mètres. 180 000 € sont déjà budgétisés pour 2019, le reste sera ajouté au budget 2020. *L'approbation est unanime.*

Le prolongement du réseau de pistes cyclables au-delà de l'entrée de la ville est examiné. Une voie piétonne n'est pas prévue, mais la proposition est examinée.

#### **2.3. Approbation d'une estimation des coûts pour le renouvellement partiel du revêtement de la rue de Sandweiler à Schrassig**

La route est en mauvais état et fait l'objet d'une rénovation en deux parties : entre la rue d'Oetrange et le chemin du Moulin et entre la rue de l'Orée et la rue St Donat. CREOS prévoit de nouvelles lignes à moyenne tension pour les 50 mètres restants. Le devis fixe les coûts à environ 70 000 €. La planification détaillée dépend du travail de CREOS. La construction démarrera au plus tard début 2020. *L'approbation est unanime.*

Le conseiller Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) propose de reporter le début des travaux au printemps, compte tenu du service hivernal. Les travaux sont étroitement coordonnés avec CREOS afin d'achever le chantier en une seule fois.

#### **2.4. Approbation d'un devis pour l'éclairage des passages piétons à Schrassig, rue d'Oetrange**

Trois passages piétons seront éclairés des deux côtés. Le devis fixe les coûts à environ 79 443 €. *L'approbation est unanime.*

À la demande du conseiller Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), la rénovation complète de la rue est reportée afin d'accroître la sécurité des piétons à court terme. Une lampe à Schlassgewan n'est plus utilisée et doit être retirée.

#### **Approbation d'une estimation des coûts pour la création d'installations extérieures dans la zone industrielle Syrdall**

Afin d'augmenter l'attractivité de la zone industrielle pour les employés, trois bancs en chêne seront installés et quelques arbres plantés pour offrir de l'ombre. Deux ponts en bois doivent être rénovés. Le devis fixe les coûts à environ 8 600 €.

*L'approbation est unanime.*

#### **2.6. Approbation d'un don dans le cadre de l'événement « Faire Genoss um Kaffisdësch 2018 »**

L'événement de 2018 s'est déroulé à Niederanven. Les recettes se sont élevées à 1 430 €. Les quatre communes du SIAS transfèrent chacune un montant forfaitaire de 500 €. Le don est destiné à « Amitié am Sand - AMIZERO ». La manifestation de cette année se tiendra le 24 novembre 2019 à Schuttrange. *L'approbation est unanime.*

### 3. Questions écrites des conseillers

Le conseiller Serge EICHER (DP) pose la question suivante concernant le Centre d'initiative et de Gestion Régional **CIGR Syrdall** : une convention a été signée en 2018 et une contribution financière de 34 612 € a été versée. Les employés du CIGR ont été appelés à soutenir l'exploitation forestière. Déjà à ce moment-là, les membres du groupe DP avaient voté contre ce projet ou s'étaient abstenus en raison d'irrégularités lors de la précédente participation au CIGR Syrdall. Toujours en 2018, les conseillers communaux Nora FORGIARINI (Déi Gréng) et Claude MARSON (LSAP) avaient été délégués au conseil d'administration. La commune a ensuite signé une autre convention avec le CIGR pour l'année 2019 portant sur l'implication de 9,5 employés dans le service forestier et environnemental. Là aussi, le groupe DP avait voté contre. Pour donner suite aux graves accusations révélées relatives au fonctionnement et à l'administration du CIGR, le groupe DP souhaite obtenir des réponses aux questions suivantes :

quel est l'impact financier des accusations pour la commune ?

- **Objectif plein emploi** : Une créance du CIGR issue de la liquidation d'Objectif plein emploi d'un montant de 173 057 € a dû être entièrement annulée en 2018. Quelles en sont les conséquences sur les finances de la commune de Schuttrange ?  
Selon la conseillère Nora FORGIARINI (Dei Gréng), cela n'a aucun impact sur la commune dans la mesure où elle a été comptabilisée dans les fonds propres du CIGR. L'échevin Claude MARSON (LSAP) indique que ces sujets datent d'une période où la commune n'était pas encore impliquée.  
Comptes annuels 2018 : Selon le rapport annuel 2018, la commune de Schuttrange a droit à un remboursement de 1 914 €. Comment on est-on arrivé à ce montant ?  
Selon les calculs du groupe DP, le montant aurait dû s'élever à 11 916 € minimum.  
L'échevin Claude MARSON (LSAP) indique que la différence se justifie par les investissements effectués dans les équipements de travail tels que les vêtements de protection, les véhicules de livraison, etc. Les chiffres sont exacts, mais les explications présentes dans le tableau en annexe au rapport annuel 2018 du CIGR Syrdall sont incomplètes.
- **Travaux de rénovation** : il existe de nombreuses questions relatives à la rénovation d'un hall du CIGR. Sur quel compte ces dépenses sont-elles enregistrées ? Le cas échéant, à combien se monte la contribution de la commune ? Si la commune est mise à contribution, les budgets et les estimations des coûts correspondants ont-ils été approuvés ?  
Selon la conseillère Nora FORGIARINI (Déi Gréng), cela sera inscrit dans les comptes du CIGR pour ne pas impacter la commune. Les recettes sont suffisantes pour couvrir ces investissements.
- **Travaux privés pour les membres du conseil d'administration** : la réalisation de travaux privés pour les membres du conseil d'administration dans le cadre du Service de Proximité pose question. Est-ce également le cas des représentants de la commune de Schuttrange ?  
La conseillère Nora FORGIARINI (Déi Gréng) rejette cette question avec indignation et y voit la preuve évidente d'un manque de confiance. La polémique sur Facebook est tout aussi choquante et intolérable. Les deux représentants de la commune au

conseil d'administration ne tirent aucun avantage privé ou financier de ce mandat. Au contraire, outre l'investissement en temps privé, les cartes de membre correspondantes ont été payées de manière privée. Dans l'intérêt du personnel du CIGR, la transparence et la clarification des accusations revêtent une importance particulière. Elle indique que le mandat ne cessera pas.

- Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) exige des excuses publiques pour ces insinuations. Une partie du problème est liée au fait que dès 2004, lorsque les premières irrégularités ont été révélées et que la commune s'est retirée sous la pression de l'ensemble du conseil communal, les problèmes n'ont pas été clarifiés sur le plan juridique. Malgré la polémique, il est important de ne pas oublier le travail de qualité effectué par le personnel du CIGR. Les discussions impliquant des attaques personnelles n'ont pas leur place dans le débat public, d'autant plus que des procédures judiciaires sont en cours. Il ajoute que les personnes concernées n'en sortent jamais intactes, malgré l'application de la présomption d'innocence. Le conseiller Serge EICHER (DP) insiste sur le droit à la clarification publique, quel qu'en soit le sujet, dans la mesure où les finances de la commune sont impliquées. Le conseiller Claude MARSON (LSAP) insiste sur le travail ordonné et de qualité effectué par le personnel du CIGR. Les coûts prétendument trop élevés du projet de construction sont actuellement examinés par des experts. Malgré la polémique, il ne faut pas occulter l'effet très positif des travaux déjà effectués sur les conditions de travail du personnel du CIGR.

Le conseiller Nicolas WELSCH (DP) souligne que la commune s'est associée en 2018 au CGIR malgré l'avertissement clair exprimé par le groupe DP, et qu'elle a donc à en assumer les conséquences. Il ajoute qu'il n'est pas acceptable que le collègue échevinal ne réagisse que maintenant, à la suite de la pression du groupe DP, alors que les accusations sont connues depuis mai 2019. Il demande : pourquoi n'a-t-on pas soutenu la commune de Contern qui avait tout mis en œuvre ? Est-on disposé à continuer à travailler avec le CIGR, ou la commune envisage-t-elle de sortir de cette collaboration ? Selon lui, les représentants de la commune au sein du conseil d'administration n'ont pas fait leur travail.

- Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) se défend avec véhémence contre ces accusations. Il indique que la commune travaille en concertation étroite avec la commune de Contern et qu'elle continuera à suivre le dossier dans l'intérêt des employés qui, autrement, n'auraient aucune chance sur le marché du travail. Il ajoute que la commune n'a rien à se reprocher. Il conclut qu'il faut laisser les organismes officiels travailler et attendre les résultats. L'échevin Claude MARSON (LSAP) explique en détail l'historique du projet et l'implication non négligeable de la commune de Schuttrange. Le maire Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) conclut en faisant remarquer que ces dossiers sensibles exigent un certain tact et que toutes les informations ne peuvent pas être discutées en public, notamment pour la protection des personnes concernées. Cela n'aurait rien à voir avec un manque de transparence. Le conseiller Serge EICHER (DP) rappelle qu'une publication dans le Gemengebuet indiquait qu'à partir du 01/10/2019, les particuliers pourraient également utiliser les services du CIGR. Ce fut fait malgré la déclaration claire de fin 2018 indiquant qu'il en était hors de question, notamment pour éviter une mise en concurrence avec la Aarbechtshëllef. Il demande si une nouvelle convention a été signée et si oui, à quelles conditions. Il demande si cela a un sens dans le contexte actuel.

- Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explique que ce service est fourni à la demande des citoyens, notamment pour le recours à du personnel de nettoyage. Il ajoute qu'une convention est en cours d'élaboration mais n'est pas encore signée. Il indique qu'on ne savait pas que ce service était également offert par la Aarbechtshëllef. Un examen sera effectué.  
Le conseiller municipal Nicolas WELSCH (DP) se plaint du recours effectué par la commune à un avocat aux frais du contribuable, alors que la commune ne subit aucun dommage direct. Il estime inacceptable que la commune paie un avocat pour protéger deux membres du conseil communal qui disposent de toutes les informations sur leur travail en tant que membres du conseil d'administration.  
Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) se défend contre cette accusation en soulignant la complexité du dossier et les risques inhérents. Il serait de la responsabilité du collègue échevinal d'examiner toutes les options sans commettre de faute sur le plan juridique. L'avocat représente les intérêts de la commune de Schuttrange et non exclusivement ceux des représentants de la commune au sein du CIGR.  
Le conseiller Serge EICHER (DP) conclut en disant que personne ne souhaite faire d'attaques personnelles, mais que les questions exhaustives ont permis de clarifier la situation.

Concernant **le corps d'incendie et de secours CGDIS Schuttrange Niederanven**, le conseiller Serge Eicher (DP) déclare ce qui suit au nom du groupe DP : le personnel communal avait reçu l'instruction que seuls deux employés communaux étaient autorisés à être d'astreinte pour le corps d'incendie et de secours. Pourquoi cette instruction a-t-elle été donnée, d'autant plus qu'elle n'est pas conforme à la loi ? Selon la loi, un employeur public est obligé de laisser son employé quitter son travail en cas d'urgence.

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) souligne que la commune a toujours travaillé en étroite collaboration avec le CGDIS. La liste d'enregistrement du service d'astreinte existe depuis longtemps et sert de base à la répartition assistée par ordinateur. Avec la réorganisation du CGDIS, la commune a également dû édicter des règles claires pour en garantir le bon fonctionnement. Un membre du personnel qui était employé par la commune de Schuttrange au corps d'incendie et de secours a été repris à la charge du CGDIS. En collaboration avec la commune de Niederanven, il a été décidé qu'un employé pour chacune des deux communes devait toujours figurer sur la liste afin de garantir une égalité de traitement. Le service d'astreinte est rémunéré au taux de 1 € par heure. Le contremaître veille à ce que les personnes figurant sur la liste d'astreinte soient bien disponibles à tout moment, même pendant les heures de travail, ce qui a fonctionné sans problème jusqu'à présent. En cas d'urgence, tous les membres des pompiers volontaires sont naturellement autorisés à quitter la commune de Schuttrange. Cependant, la sécurité de la commune reste toujours prioritaire. En cas d'urgence, les travaux importants ou dangereux ne doivent pas être abandonnés et laissés tels quels. Le règlement actuel pour les trois pompiers, qui tient compte des périodes de vacances, garantit de manière continue la possibilité à deux personnes d'être d'astreinte. La polémique laisserait une impression inexacte dans le débat public. La commune continue de soutenir le CGDIS avec tous les moyens dont elle dispose. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) déclare que l'heure est à la communication directe avec le collègue échevinal et non aux échanges sur les médias sociaux et dans l'espace public. L'échevin Claude MARSON (LSAP) décrit, pour une meilleure compréhension, la structure et le travail du CGDIS et du CIS. Conformément à la

réforme du corps d'incendie et de secours, il n'appartient pas à la commune de garantir le service de secours en termes de personnel. Cependant, des efforts sont faits pour assurer une disponibilité permanente de deux personnes. Le règlement actuel est clair pour toutes les parties concernées et offre une sécurité de planification pour la commune et le CGDIS. En cas d'ambiguïté, le collège échevinal reste le premier partenaire direct à contacter.

Le conseiller Gilles ALTMANN (CSV) note que certains employés communaux ont été invités à suivre une formation de pompier. Il indique qu'ils ne peuvent actuellement plus mettre en pratique leur formation. Le total de quatre employés détachés des communes de Schuttrange et de Niederanven ne serait pas suffisant pour assurer la sécurité des habitants des deux communes en cas d'urgence. Il appelle les responsables des communes à ne pas se contenter de faire le minimum, mais de faire le maximum. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) répond à cela que tout le personnel formé peut, si besoin, intervenir en cas d'urgence majeure. Les deux employés inscrits sur la liste d'astreinte sont les premiers à être appelés et sont immédiatement prêts à intervenir. Le CGDIS est responsable du détail des plans opérationnels.

Selon le conseiller Gilles ALTMANN (CSV), ce sont 92 First Responder et 68 autres opérations qui ont été menées à ce jour, dont environ 1/3 sur la commune de Schuttrange. Ces chiffres indiquent qu'il est tout à fait possible de faire en sorte que tous les employés disponibles soient prêts à intervenir en cas d'urgence. Les entreprises privées sont également prêtes à déployer tous leurs employés ayant reçu une formation de pompier. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) a accepté d'organiser une réunion avec la direction du CGDIS pour résoudre les différends. Il indique qu'il est néanmoins regrettable qu'un dialogue direct n'ait pas été recherché, d'autant plus que la coopération s'est jusqu'alors déroulée dans l'harmonie et la confiance.

Le conseiller Nicolas WELSCH (DP) s'interroge sur la mise en œuvre des mesures de compensation prévues par la loi en rapport avec la création d'un chemin forestier dans la section de « Scheidgen ». Au total, 15 acres de forêt ont été abattus, ce qui doit être compensé. Par ailleurs, le conseiller Nicolas WELSCH (DP) s'interroge sur la construction du sentier, établi sur seulement 100 m dans un espace ouvert. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) fait référence à la présentation du plan de gestion forestier, qui a été approuvé à l'unanimité. L'abattage causé par environ 100 m<sup>3</sup> de sentier sera crédité à l'impact total de l'année, qui a été approuvé par le ministère de l'Environnement. La largeur du sentier est due aux machines d'exploitation forestière. De plus amples détails devraient être fournis par le garde forestier.

## **5. Séance non officielle**

### **5.1 Recrutement définitif pour le poste de fonctionnaire communal de catégorie A2, service technique**



**Gemeinderat Schüttringen**  
**Sitzung des Gemeinderats vom 23.10.2019**

Anwesend:

Der Bürgermeister, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)  
die Schöffen, Claude MARSON (LSAP) und Serge THEIN (Schëtter Bierger),  
und die Räte, Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger), Serge  
EICHER (DP), Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), Nora FORGIARINI (Dei Greng), Vic BACK  
(Schëtter Bierger), Jim RONK (DP), Nicolas WELSCH (DP)

Der Gemeindesekretär, Alain DOHN

**Bürgermeister Jean-Paul JOST** (Schëtter Bierger) begrüßt die anwesenden Räte, die Presse  
und die anwesenden Bürger/innen zur 10. Sitzung in 2019.

Anschließend berichtet der Bürgermeister über folgende Themen/Termine:

- 26.09.2019 erster, gut besuchter Workshop über die Neugestaltung des Kirchenplatzes mit guten Vorschlägen
- 27.09.2019 Schecküberreichung des Schëtter Nëssmaart über 2.500 €
- 29.09.2019 Staminet
- 01.10.2019 Sportlerehrung – Dank an die Sportkommission für die gute Organisation
- 08.10.2019 Sitzung der Integrationskommissionen der Gemeinde Schüttringen und Niederanven zum Thema gemeinsamer Integrationsplan
- 09.10.2019 konstruktives Meeting mit der ANA Administration der la Navigation Aérienne zum Thema Sportflieger – Vorstellung der Maßnahmen zum Schutz der Anliegergemeinden. Aufgrund des stark zunehmenden kommerziellen Flugverkehrs verbleiben für die Hobbyflieger nur geringe Start- und Landezeiten und Anflugkorridore, so dass eine Lärmbelästigung nicht komplett unterbunden werden kann. Man sei jedoch bemüht dies auf ein Minimum zu reduzieren.
- 10.10.2019 Meeting mit der Agglomération Luxembourg (ehemals konventionierte Regionen Syrdall, Uelzechtdall und DICI und der Stadt Luxemburg) – auch wenn die Konvention nicht mehr besteht sei man an einem engen Informationsaustausch interessiert um ggfs. Gesamtkonzepte zu Themen wie Mobilität, Wohnungsbau, Parkraummanagement etc. auszuarbeiten
- 12.10.2019 Journée de la Commémoration - aufgrund des geringen Teilnehmerzahl müsse über andere Konzepte nachgedacht werden. Der Anlass des Tages sollte nicht in Vergessenheit geraten
- 15.10.2019 Umtrunk in der Schule mit Personal von Schule und Maison Relais
- 18.10.2019 Schecküberreichung Nationalfeiertag
- Schëtter Nëssmaart – schwach besucht durch den starken Regen.
- 24.10.2019 zweiter Workshop zur Neugestaltung des Kirchenplatzes
- Freitag Einweihung und Eröffnung des provisorischen Parkplatzes bei der Kirche
- 03.11.2019 Journée du 3ième Age



- 06.11.2019 Gemeinderatssitzung zur Prüfung der Einwände zum Allgemeinem Bebauungsplan die beim Innenministerium eingegangen sind
- 09.11.2019 Journée Intergenerationelle
- 14.11.2019 Sprachencafée
- 20.11.2019 Arbeitssitzung mit dem Gemeinderat zum Thema Neugestaltung des Kirchenplatzes
- 25.11.2019 Veranstaltung Green Events in Niederanven
- 27.11.2019 Budgetvorstellung
- 12.12.2019 Gemeinsames Essen in der Maison Relais mit der Schulkommission und Elternvertretern mit Besichtigung der Schule und Crèche

## 1. Klimapakt

### 1.1. Vorstellung der Fortschritte im Rahmen des Klimapakts

Klimaberater Jeannot SCHROEDER stellt den Status quo der Arbeiten im Rahmen des Klimapaktes vor. Der aktuelle Stand der Zertifizierung ist 64,6%. Laut Klimapakt Audit 2019 wurde der höchste Wert mit 77,3% bei den kommunalen Gebäuden und Anlagen erreicht, gefolgt von 74% beim Thema Kommunikation. Der niedrigste Wert mit 49,6% besteht beim Thema Versorgung/Entsorgung. Ziel ist nach wie vor eine Gesamtzertifizierung mit Gold Status (75%). Eine Reihe an Maßnahmen wurden in der Gemeinde umgesetzt: die Installation zusätzlicher Zähler, die Renovierung des Gesangs- und Musikbaus, der Neubau einer Buvette, die Umsetzung von Vorschlägen des Facility Managements, die Einführung einer 30iger Zone vor der Schule und der Ausbau der Rue du Village in Verbindung mit der Schaffung eines Radwegs, die Verbreiterung des Fußwegs und die geplante Umstellung der Beleuchtung auf LED. Auch an der Planung des Ateliers und des Feuerwehrgebäudes wurde mitgewirkt. Nächste Etappen sind die Überarbeitung der Klimaziele, die Erstellung eines Mehrjährigen Aktionsplans, die Umsetzung kurzfristiger Aktionen und die Einarbeitung von Daniel FLIES. Der Bürgermeister dankt dem Klimaberater, dem Klimateam und dem Umweltschöffen Claude MARSON für die engagierte Arbeit.

## 2. Kommunale Finanzen

### 2.1. Genehmigung eines Kauf-Vorvertrags betreffend den Kauf einer Immobilie in Schuttrage, 12, Rue du Village

Das Haus Nr. 12, rue du Village neben dem Haff Penning steht zum Verkauf. 18,75ar werden zum Preis von 56.000 €/ar verkauft (Gesamt 1.050.000€). Das Gelände erlaubt den Bau von sechs Appartements und auch der hintere Teil ist als Nouveau Quartier bebaubar. Durch die zentrale Lage in Aal Schëtter ist das Gebäude für die Gemeinde von Interesse und eignet sich für den Bau von kommunalen Mietwohnungen für jüngere Alleinstehende oder kleiner Familien.

Rat Serge EICHER (DP) begrüßt, dass vorgesehen ist ein Projekt mit kleineren Wohnungen zu realisieren, welches das Angebot der Gemeinde an Mietwohnungen durch Wohnungen für Junggesellen, Paare oder kleinere Familien ergänzen wird. Er fragt noch nach den Kosten für den Abriss und eventuelle Entsorgung der Asbestbelastung. Die Planung ist noch nicht so weit fortgeschritten. *Die Genehmigung erfolgt einstimmig.*

### 2.2. Genehmigung eines Kostenvoranschlags für die Erneuerung des Bürgersteigs und des Ortseingangs in Uebersyren, Rue de Mensdorf

Belag und Beleuchtung sind veraltet, teilweise schadhaft und müssen erneuert werden. Die Einfahrt in die Straße ist in der Zuständigkeit von Ponts & Chaussées. Eine Einigung über die neue Beleuchtung und Belag konnte erzielt werden. Die bestehende Pflasterung wird einer anderen Nutzung zugeführt und die alten Lampen werden verkauft. Der Kostenvoranschlag beläuft sich auf 285.700 € inkl. TVA und Ingenieurskosten für insgesamt für 350 m. 180.000€ sind bereits für 2019 budgetiert, der Rest kommt ins Budget 2020. *Die Genehmigung erfolgt einstimmig.* Die Weiterführung über den Ortseingang hinaus wird im Rahmen des geplanten Radwegenetzes geprüft. Ein separater Fußweg ist nicht geplant, wird aber geprüft.

**2.3. Genehmigung eines Kostenvoranschlags für die teilweise Erneuerung des Straßenbelags in der Rue de Sandweiler in Schrassig**

Die Straße ist in schlechtem Zustand und wird in zwei Teilabschnitten erneuert: zwischen der Rue d'Oétrange und Chemin du Moulin und zwischen Rue de l'Orée und Rue St Donat. CREOS plant für die verbleibenden 50m neue Mittelspannungsleitungen. Der KVA beläuft sich auf rund 70.000 €. Die Detailplanung hängt von den Arbeiten der CREOS ab. Baubeginn ist spätestens Anfang 2020. *Die Genehmigung erfolgt einstimmig.*

Rat Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) schlägt vor den Baubeginn auf das Frühjahr zu verlegen auch mit Blick auf den Winterdienst. Die Arbeiten werden eng mit der CREOS abgestimmt um die Baustelle in einem Rutsch fertig stellen zu können.

**2.4. Genehmigung eines Kostenvoranschlags für die Beleuchtung von Fußgängerüberwegen in Schrassig, Rue d'Oétrange**

Drei Fußgängerüberwege werden von beiden Seiten beleuchtet. Der KVA beläuft sich auf insgesamt 79.443 € inkl. TVA. *Die Genehmigung erfolgt einstimmig.*

Auf Nachfrage von Rat Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) wird die Gesamte Neugestaltung der Straße zurückgestellt um kurzfristig die Sicherheit der Fußgänger zu erhöhen. Eine nicht mehr benötigte Lampe an der Schlassgewan soll entfernt werden.

**Genehmigung eines Kostenvoranschlags für die Gestaltung der Außenanlagen in der Industriezone Syrdall**

Zur Steigerung der Attraktivität für die Mitarbeiter der Industriezone werden drei Liegebänke aus Eichenholz installiert mit Bäumen für Schatten. Zwei Holzbrücken müssen erneuert werden. Der KVA beläuft sich 8.600 €. *Die Genehmigung erfolgt einstimmig.*

**2.6. Genehmigung einer Spende im Rahmen der Veranstaltung „Faire Genoss um Kaffisdësch 2018“**

Die Veranstaltung 2018 war in Niederanven – die Einnahmen beliefen sich auf 1.430 €. Die vier SIAS Gemeinden überweisen pauschal je 500 €. Die Spende geht an Amitié am Sand – AMIZERO. Die diesjährige Veranstaltung ist am 24.11.2019 in Schuttrange. *Die Genehmigung erfolgt einstimmig.*

### **3. Schriftliche Fragen der Räte**

Rat Serge EICHER (DP) fragt zum Centre d'initiative et de gestion régional **CIGR Syrdall**: 2018 habe man eine Konvention unterschrieben und sich mit 34.612€ finanziell beteiligt. Die

Mitarbeiter der CIGR wurden zur Unterstützung des Forstbetriebs herangezogen. Schon damals habe die DP Fraktion dagegen gestimmt bzw. sich enthalten wegen Unregelmäßigkeiten bei der vorigen Beteiligung am CIGR Syrdall. Ebenfalls 2018 seien die Gemeinderäte Nora FORGIARINI (Déi Gréng) und Claude MARSON (LSAP) in den Verwaltungsrat delegiert worden. Für 2019 habe die Gemeinde dann eine weitere Konvention mit CGIR unterschrieben für die Beschäftigung von 9,5 Mitarbeitern für den Forst- und Umweltdienst. Auch hier habe die DP Fraktion dagegen gestimmt. Nach den jetzt bekannt gewordenen schweren Vorwürfen betreffend die Arbeitsweise und Verwaltung der CGIR erbittet die DP Fraktion Antworten auf folgende Fragen:  
Was ist die finanzielle Auswirkung auf die Gemeinde durch die im Raum stehenden Vorwürfe?

- **Objectif plein emploi:** Eine Forderung des CIGR aus der Liquidation der Objectif plein emploi i.H.v. 173.057 € musste in 2018 komplett abgeschrieben werden. Welche Auswirkung hat dies auf die Finanzen der Gemeinde Schuttrange?  
Laut Rätin Nora FORGIARINI (Dei Gréng) hat dies keine Auswirkung auf die Gemeinde da dies z.L. der Eigenmittel der CGIR gebucht wurde. Schöffe Claude MARSON (LSAP) weist darauf hin dass diese Themen aus der Zeit stammen als die Gemeinde noch nicht involviert war.  
Jahresabschluss 2018: Laut Geschäftsbericht 2018 hat die Gemeinde Schuttrange Anspruch auf eine Rückzahlung von 1.914 €. Wie kommt dieser Betrag zu Stande? Nach Berechnungen der DP Fraktion hätte der Betrag bei mindestens 11.916€ liegen müssen? Schöffe Claude MARSON (LSAP) erläutert, dass die Differenz sich aus Investitionen in Arbeitsausstattung wie Schutzkleidung, Lieferwagen etc. zusammensetzt. Die Zahlen seien korrekt, die Erklärungen in der Tabelle im Anhang des Jahresberichts 2018 des CIGR Syrdall seien hingegen unvollständig.
- **Renovierungsarbeiten:** betreffend die Renovierung einer Halle des CIGR stehen zahlreiche Fragen in der öffentlichen Diskussion. Auf welchem Konto werden diese Ausgaben verbucht? Wie hoch ist ggfs. der Anteil der Gemeinde? Falls sie auf die Gemeinde entfallen, wurden die entsprechenden Budgets und Kostenvoranschläge genehmigt?  
Laut Rätin Nora FORGIARINI (Déi Gréng) wird dies über die eigenen Konten des CIGR verbucht, so dass die Gemeinde nicht betroffen ist. Die Einnahmen seien ausreichend zur Deckung dieser Investitionen.
- **Private Arbeiten für Verwaltungsratsmitglieder:** in der öffentlichen Diskussion steht auch die Durchführung von privaten Arbeiten für Mitglieder des Verwaltungsrats im Rahmen des Service de Proximité. Ist dies auch bei den Vertretern der Gemeinde Schuttrange der Fall?  
Rätin Nora FORGIARINI (Déi Gréng) weist diese Frage mit Empörung zurück und wertet sie als klaren Beleg für mangelndes Vertrauen. Auch die Polemik auf Facebook sei beleidigend und untragbar. Die beiden Vertreter der Gemeinde im Verwaltungsrat hätten keinerlei private oder finanzielle Vorteile von diesem Mandat. Im Gegenteil, neben der Investition privater Zeit habe man auch die entsprechenden Mitgliedskarten privat gezahlt. Im Interesse der Mitarbeiter der CIGR lege man Wert auf Transparenz und Aufklärung der Vorwürfe und werde das Mandat auch weiterführen.
- Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) fordert eine öffentliche Entschuldigung für diese Unterstellungen. Teil des Problems sei auch, dass bereits

2004, als die ersten Unregelmäßigkeiten bekannt wurden und die Gemeinde auf Druck des gesamten Gemeinderats ausgetreten ist, die Probleme aber nicht juristisch geklärt wurden. Man dürfe bei aller Polemik nicht vergessen, dass die Mitarbeiter des CIGR eine sehr gute Arbeit machen. Eine Diskussion mit persönlichen Angriffen gehöre nicht in die Öffentlichkeit, zumal die juristischen Prozeduren auf dem Weg sind. Es bleibe immer etwas an den betroffenen Personen hängen, auch wenn die Unschuldsvermutung gelte.

Rat Serge EICHER (DP) besteht auf dem Recht auf öffentliche Klärung aller Fragen, da die Finanzen der Gemeinde betroffen sind. Rat Claude MARSON (LSAP) betont ausdrücklich, dass die Mitarbeiter des CIGR ordentlich und korrekt gearbeitet haben. Die vermeintlich zu hohen Kosten der Baumaßnahme werden jetzt von Fachleuten geprüft. Positiv bei aller Polemik sei jedoch dass die bereits durchgeführten Arbeiten die Arbeitsbedingungen der CIGR Mitarbeiter deutlich verbessern.

Rat Nicolas WELSCH (DP) betont dass die Gemeinde 2018 gegen die ausdrücklichen Warnung der DP Fraktion wieder dem CGIR beigetreten sei und daher auch die Konsequenzen zu verantworten habe. Nicht akzeptabel sei auch, dass der Schöffenrat erst jetzt auf die bereits seit Mai 2019 bekannten Vorwürfe auf Druck der DP Fraktion reagiere. Warum habe man die Gemeinde Contern, die alles ins Rollen gebracht habe, nicht unterstützt? Ist man bereit weiter mit dem CIGR zu arbeiten oder denkt die Gemeinde über einen Austritt nach? Aus seiner Sicht haben die Vertreter der Gemeinde im Verwaltungsrat ihre Arbeit nicht gemacht.

- Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) wehrt vehement gegen diese Vorwürfe. Man stünde von Anfang an in enger Abstimmung mit der Gemeinde Contern und werde das Dossier auch weiter begleiten im Interesse der Mitarbeiter, die ansonsten auf dem Arbeitsmarkt keine Chance hätten. Die Gemeinde habe sich nichts zu Schulden kommen lassen. Man solle die offiziellen Stellen arbeiten lassen und Ergebnisse abwarten. Schöffe Claude MARSON (LSAP) erläutert im Detail die Historie des Projektes und die enge Einbindung der Gemeinde Schuttrange. Abschließend bemerkt Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) dass man in solch sensiblen Dossiers Fingerspitzengefühl brauche und nicht alle Informationen öffentlich diskutieren könne, dies besonders zum Schutz der betroffenen Personen. Dies habe nichts mit mangelnder Transparenz zu tun.

Rat Serge EICHER (DP) weist darauf hin, dass im Gemengebuet publiziert wurde, dass ab dem 01.10.2019 auch Privatleute die Dienste des CGIR in Anspruch nehmen können. Dies obwohl man Ende 2018 klar gesagt habe, dass dies nicht in Frage käme, auch um eine Konkurrenz zur Aarbechtshëllef zu vermeiden. Wurde eine neue Konvention unterzeichnet und wenn ja zu welchen Konditionen? Macht dies vor dem Hintergrund der aktuellen Diskussion Sinn?

- Bürgermeist Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) erläutert, dass diese Dienstleistung auf Nachfrage der Bürger angeboten wird, insbesondere für die Inanspruchnahme von Putzhilfen. Eine Konvention ist in Arbeit wurde aber noch nicht unterschrieben. Es sei nicht bekannt gewesen, dass diese Leistung auch von der Aarbechtshëllef angeboten wird. Prüfung wird zugesagt.

Rat Nicolas WELSCH (DP) moniert, dass die Gemeinde einen Anwalt eingeschaltet hat auf Steuerzahler Kosten, obwohl die Gemeinde keinen direkten Schaden hat. Es sei nicht hinnehmbar, dass die Gemeinde einen Anwalt zum Schutz von zwei Gemeinderatsmitgliedern bezahle, die über ihre Arbeit als Verwaltungsrat alle Informationen hätten.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) verwehrt sich gegen diesen Vorwurf und verweist auf die Komplexität des Dossiers und die inhärenten Risiken. Es sei die Verantwortung des Schöffenrats alle Optionen juristisch sauber zu prüfen. Der Anwalt vertrete die Interessen der Gemeinde Schüttringen und nicht ausschließlich die der Gemeindevertreter im CIGR.

Rat Serge EICHER (DP) merkt abschließend an, dass man niemand persönlich angreifen wollte, die umfassenden Fragen aber zu der gewünschten Klärung des Sachstands beigetragen hätten.

Zum **Feuerwehr- und Rettungsdienst CGDIS Schuttrange Niederanven** merkt Rat Serge Eicher (DP) im Namen der DP Fraktion folgendes an: Das Gemeindepersonal sei angewiesen worden, dass nur noch zwei Mitarbeiter der Gemeinde als Bereitschaftsdienst für den Feuerwehr- und Rettungsdienst zur Verfügung stehen dürfen. Warum wurde diese Anweisung erteilt, die zudem nicht gesetzeskonform sei. Laut Gesetz sei ein öffentlicher Arbeitgeber nämlich dazu verpflichtet, die Mitarbeiter im Notfall freizustellen.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) betont, dass die Gemeinde immer eng mit dem CGDIS zusammengearbeitet hat. Die Einschreibliste für den Bereitschaftsdienst existiere schon seit langem als Basis für den Einsatzleitreechner. Mit der Neuorganisation des CGDIS müsse auch die Gemeinde klare Regeln erlassen um einen reibungslosen Ablauf zu garantieren. Ein Mitarbeiter, der in der Vergangenheit für den Feuerwehr- und Rettungsdienst von der Gemeinde Schuttrange eingestellt war, wurde vom CGDIS übernommen. Gemeinsam mit der Gemeinde Niederanven sei entschieden worden, dass immer zwei Mitarbeiter beider Gemeinden auf der Liste stehen um eine Gleichbehandlung zu gewährleisten. Pro Stunde Bereitschaftsdienst werden 1 € vergütet. Seitens des Vorarbeiters sei sichergestellt, dass die Leute die auf der Liste für den Bereitschaftsdienst stehen während der Arbeitszeit auch jederzeit abrufbar sind, was bisher problemlos funktioniert hat. Im Notfall dürfen selbstverständlich alle Mitglieder der Freiwilligen Feuerwehr der Gemeinde Schuttrange ausrücken. Die Sicherheit in der Gemeinde habe jedoch immer Vorrang. So dürfen in einem Notfall wichtige oder gefährliche Arbeiten nicht einfach liegen gelassen werden. Die jetzige Regelung für die drei Feuerwehrleute stellt unter Berücksichtigung von Urlaubszeiten sicher, dass immer zwei Leute Bereitschaftsdienst machen können. Die Polemik hinterlasse einen falschen Eindruck in der Öffentlichkeit. Die Gemeinde unterstütze nach wie vor den CGDIS mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln. Eine direkte Kommunikation mit dem Schöffenrat anstatt über die sozialen Medien und die Öffentlichkeit wäre das Gebot der Stunde gewesen, so Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger). Schöffe Claude MARSON (LSAP) erläutert zum besseren Verständnis Struktur und Arbeit von CGDIS und CIS. Es sei nach der Reform des Feuerwehr- und Rettungsdienstes nicht Aufgabe der Gemeinde den Rettungsdienst personaltechnisch zu garantieren. Man sei jedoch bemüht mit zwei Personen eine permanente Bereitschaft sicher zu stellen. Die jetzige Regelung sei für alle Beteiligten klar und biete Planungssicherheit für die Gemeinde und den GDDIS. Bei Unklarheiten sei der Schöffenrat immer der erste und direkte Ansprechpartner.

Rat Gilles ALTMANN (CSV) merkt an, dass einige Mitarbeiter der Gemeinde angehalten wurden eine Ausbildung als Feuerwehrmann zu machen. Jetzt könnten diese ihre Ausbildung nicht mehr nutzen. Die insgesamt vier abgestellten Mitarbeiter der Gemeinden Schuttrange und Niederanven seien im Ernstfall nicht ausreichend für die Sicherheit der Anwohner beider Gemeinden. Er appelliert an die Gemeindeverantwortlichen nicht das Minimum, sondern das Maximum zu machen. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) entgegnet, dass

alle ausgebildeten Mitarbeiter bei einem größeren Notfall in den Einsatz gehen dürfen, wenn der Bedarf da ist. Zuerst gerufen werden lediglich die jeweils zwei Mitarbeiter auf der Bereitschaftsliste, die sofort einsatzbereit sind. Für die Einsatzpläne sei im Detail der CGDIS verantwortlich.

Laut Rat Gilles ALTMANN (CSV) wurden bisher 92 First Responder und 68 sonstige Einsätze gefahren, von denen ca. 1/3 auf die Gemeinde Schuttrange entfallen. Bei diesen Zahlen sei es durchaus möglich alle verfügbaren Mitarbeiter in Bereitschaft zu halten für den Ernstfall. Auch Privatfirmen seien bereit alle als Feuerwehr ausgebildeten Mitarbeiter für einen Einsatz bereit zu halten. Der Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) sagt zu, ein Gespräch mit der Direktion des CGDIS zu führen um die Divergenzen auszuräumen. Dennoch sei es bedauerlich dass man nicht das direkte Gespräch gesucht habe, zumal die Zusammenarbeit bisher problemlos und vertrauensvoll gelaufen ist.

Rat Nicolas WELSCH (DP) fragt nach der Umsetzung der gesetzlich vorgesehenen Kompensationsmaßnahmen im Zusammenhang mit der Anlage eines Waldwegs in der Gemarkung „Scheedgen“. Insgesamt wurden 15ar Wald abgeholzt, die kompensiert werden müssen. Darüber hinaus stellt Rat Nicolas WELSCH (DP) den grundsätzlichen Bau des Wegs in Frage der nur 100m unterhalb einer freien Fläche angelegt wurde. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) verweist auf die Vorlage des Forstbewirtschaftungsplans, der einstimmig genehmigt wurde. Die rund 100m<sup>3</sup> Einschlag für den Weg werden auf den gesamten Einschlag des Jahres angerechnet, die vom Umweltministerium genehmigt wurden. Die Breite des Wegs ist den Maschinen für den Holzeinschlag geschuldet. Weitere Details sind mit dem Förster zu klären.

## **5. Nicht öffentliche Sitzung**

### **5.1 Definitive Besetzung des Postens eines kommunalen Beamten der Gruppe A2, technischer Dienst**



## Schuttrange Municipal Council Session of the Municipal Council of 23 October 2019

### Present:

The Mayor, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)  
the aldermen, Claude MARSON (LSAP) and Serge THEIN (Schëtter Bierger),  
and the councillors, Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger),  
Serge EICHER (DP), Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng), Vic BACK  
(Schëtter Bierger), Jim RONK (DP), Nicolas WELSCH (DP)

The Town Clerk, Alain DOHN

**Mayor Jean-Paul JOST** (Schëtter Bierger) welcomed the attending councillors, the press and the attending residents to the 10<sup>th</sup> session of 2019.

The Mayor then reported on the following topics/dates:

- 26/09/2019 First, well attended workshop on redesigning church place with good proposals
- 27/09/2019 handover of a cheque of Schëtter Nëssmaart, in the amount of €2,500
- 29/09/2019 Stamminet (the “Village Pump”)
- 01/10/2019 Sportsmen's honouring – Thanks to the Sports Committee for the good organisation
- 08/10/2019 Meeting of the Integration Committees of the municipalities of Schuttrange and Niederaanven on the topic of the common integration plan
- 09/10/2019 Constructive meeting with ANA (Air Navigation Administration), on the subject of sports aviation – presentation of measures for the protection of neighbouring municipalities. On account of the strong increase in commercial air traffic, only short take-off and landing slots and approach corridors remain for hobby pilots, so that noise pollution cannot be eliminated entirely. However, efforts are made to reduce it to a minimum
- 10/10/2019 Meeting with the agglomeration of Luxembourg (regions of Syrdall, Uelzechtall and DICI and the City of Luxembourg, formerly part of a convention) – even though the convention no longer exists, the participants are interested in a close exchange of information in order to develop overall concepts on topics such as mobility, housebuilding and parking space management
- 12/10/2019 Commemoration Day – In view of the low number of participants, different concepts need to be considered. The reason for the day ought not to be forgotten
- 15/10/2019 Drinks in the school with staff from the school and Maison Relais
- 18/10/2019 National Day cheque handover – Schëtter Nëssmaart poorly visited because of strong rain
- 24/10/2019 Second workshop on redesigning church place
- 25/10/2019 Blessing and opening of the provisional car park near the church
- 03/11/2019 Day of the Third Age
- 06/11/2019 Session of the Municipal Council to examine the objections to the general development plan received by the Ministry of the Interior

- 09/11/2019 “Journée Intergénérationnelle” (Intergenerational Day)
- 14/11/2019 Language Café
- 20/11/2019 Working session with the Municipal Council on the topic of redesigning church place
- 25/11/2019 “Green Events” in Niederaanven
- 27/11/2019 Budget presentation
- 12/12/2019 Dinner at the Maison Relais with the School Committee and parents' representatives, with a tour of the school and the crèche

## **1 Climate Pact**

### **1.1 Presentation of the progress made under the Climate Pact**

Climate consultant Jeannot SCHROEDER presented the status quo of the work carried out within the framework of the Climate Pact. The current certification status is 64.6 %. According to the Climate Pact Audit of 2019, the highest value of 77.3 % was achieved for communal buildings and facilities, followed by 74 % for communication on the topic. At 49.6 %, the value on the topic of supply/disposal was the lowest. As hitherto, the objective is overall certification with Gold Status (75 %). A number of measures have been implemented in the municipality: installation of additional meters, renovation of the songs and music building, construction of a new bar, implementation of Facility Management proposals, introduction of a 30-km/h zone in front of the school and expansion of the Rue du Village in conjunction with the creation of a bicycle path, widening of the footpath and the planned conversion of lighting to LED. There was also cooperation in respect of planning of the studio and the premises of the fire brigade. Next steps are revision of the climate targets, preparation of a multi-year action plan, implementation of short-term actions and induction of Daniel FLIES. The Mayor thanked the climate consultant, the climate team and the alderman for the environment Claude MARSON for their dedicated work.

## **2 Communal Finances**

### **2.1 Approval of a preliminary purchase agreement for the acquisition of a property in Schuttrange, 12, rue du Village**

The property 12, rue du Village, next to the Haff Penning, is for sale. 18.75 ares are on sale at €56,000/are (€1,050,000 in total). The plot could be used for building six flats and the rear part could also be built on as a new area. In view of its central location in Old Schuttrange (Aal Schëtter), the building is of interest to the municipality and is suitable for the construction of municipal rental flats for younger single people or small families.

Councillor Serge EICHER (DP) welcomed the fact that a project with smaller flats is planned, which will supplement the municipality's stock of rental flats with flats for bachelors, couples or smaller families. He asked about the costs of demolition and of possible disposal of asbestos contamination. The planning has not yet advanced to that stage. *Approval was unanimous.*

### **2.2 Approval of a cost estimate for renovation of the pavement and entrance to Uebersyren, rue de Mensdorf**



The surface and lighting are obsolete, partially damaged and need to be restored. The exit to the road is the responsibility of Ponts & Chaussées (Bridges and Roads). Agreement was reached on new lighting and surface. The existing plastering will be put to other use and the old lights will be sold. The cost estimate amounts to €285,700 incl. VAT and engineering costs of €180,000 for 350 metres are already included in the budget for 2019. The remainder will be included in the budget for 2020. *Approval was unanimous.*

Continuation beyond the village entrance is being examined as part of the planned bicycle path network. A separate footpath is not part of the planning but is being looked at.

### **2.3 Approval of a cost estimate for partial renovation of the road surface in Rue de Sandweiler in Schrassig.**

The road is in poor condition and will be renovated in two parts: between Rue d'Oetrange and Chemin du Moulin and between Rue de l'Orée and Rue St Donat. CREOS (an energy company) are planning new medium-voltage lines for the remaining 50 metres. The cost estimate amounts to approximately €70,000. The detailed planning depends on the workload of CREOS. Work will commence not later than at the beginning of 2020. *Approval was unanimous.*

Councillor Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) proposed to postpone commencement of work until the spring, also with a view to snow clearing and gritting. The work is being closely coordinated with CREOS, in order to complete the construction site in one fell swoop.

### **2.4 Approval of a cost estimate for the lighting of pedestrian crossings in Schrassig, rue d'Oetrange.**

Three pedestrian crossings will be lit from both sides. The cost estimate amounts to €79,443 in total, incl. VAT. *Approval was unanimous.*

At the request of Councillor Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), the entire redesign of the road will be postponed, in order to enhance pedestrian safety as soon as possible. A light in Schlassgewan that is no longer needed, will be removed.

### **2.5 Approval of a cost estimate for the design of outdoor facilities in the Syrdall Industrial Zone**

In order to increase the attractiveness for the employees in the industrial zone, three oak benches will be installed with trees for shade. Two wooden bridges need to be restored. The cost estimate amounts to €8,600. *Approval was unanimous.*

### **2.6 Approval of a donation to the event "Faire Genoss um Kaffisdësch 2018"**

The event was held in Niederanven and an amount of €1,430 was collected. Each of the four SIAS municipalities transferred a lump sum of €500. The donation went to Amitié am Sand – AMIZERO. This year, the event will be held in Schuttrange, on 24 November. *Approval was unanimous.*

### 3 Written Questions of Councillors

Councillor Serge EICHER (DP) asked about the Centre d'Initiative et de Gestion Régional (Initiative and Regional Management Centre] **CIGR Syrdall**: A convention was signed in 2018 and a financial contribution of €34,612 was made. CIGR employees were called upon to support the forestry operation. Already at the time, the DP group had voted against or had abstained, because of irregularities in the previous participation in CIGR Syrdall. Also, in 2018, councillors Nora FORGIARINI (Déi Gréng) and Claude MARSON (LSAP) were delegated to the Administrative Board. For 2019, the municipality has signed another convention with CGIR for the employment of 9.5 FTEs for the Forest and Environment Service. Also then, the DP group voted against. In view of the now revealed serious allegations about the working methods and administration of CGIR, the DP group requested answers to the following questions:

What is the financial impact on the municipality in relation to the allegations that have been levelled?

- **Objectif plein emploi** (Full employment objective): A claim of CIGR from the liquidation of Objectif plein emploi in the amount of €173,057 had to be written off completely in 2018. What is the impact on the finances of Schuttrange Municipality? According to councillor Nora FORGIARINI (Déi Gréng), it has no impact on the municipality, because it was booked to CGIR's own resources. Alderman Claude MARSON (LSAP) pointed out that these issues date back to a time when the municipality was not yet involved.  
Annual accounts 2018: According to the annual report of 2018, Schuttrange Municipality is entitled to a reimbursement of €1,914. How was this amount arrived at? According to the calculations of the DP group, the amount would have had to be at least €11,916. Alderman Claude MARSON (LSAP) explained that the difference stems from investments in work equipment, such as protective clothing, delivery vehicles, etc. The figures would be correct, but the explanations in the table in the appendix to the annual report for 2018 of CIGR Syrdall are incorrect, however.
- **Renovation work**: numerous questions on the renovation of a CIGR hall are under public discussion. To which account has the expenditure been booked? What is the share of municipality, if any? If it is attributable to the municipality, have the relevant budgets and cost estimates been approved?  
According to councillor Nora FORGIARINI (Déi Gréng), it will be captured in CIGR's own accounts, so that the municipality will not be affected. The income is sufficient for covering these investments.
- **Private work by members of the Administrative Board**: carrying out private work by members of the Administrative Board within the framework of Service de Proximité (local service) is also under public discussion. Is this also the case for the representatives of Schuttrange Municipality?  
Councillor Nora FORGIARINI (Déi Gréng) rejected this question with indignation and sees it as clear evidence of lack of trust. The polemics on Facebook are also insulting and intolerable. Neither of the two representatives of the municipality in the Administrative Board derived any private or financial benefits whatsoever from this mandate. On the contrary, in addition to investing private time, the relevant membership cards have also been paid for privately. In the interest of the CIGR staff, transparency and clarification of the accusations were important and the mandate would be continued.

- Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) demanded a public apology for these insinuations. Part of the problem was also that as early as 2004, when the first irregularities became known and the municipality withdrew under pressure from the entire Municipal Council, the problems were not legally clarified. Despite all the polemics, one should not forget that the staff of CIGR are doing a very good job. A discussion involving personal attacks does not belong in public, especially not since the matter is sub judice. Something always remains attached to the persons concerned, whilst also the presumption of innocence applies.

Councillor Serge EICHER (DP) insisted on the right to public clarification of all issues, because the finances of the municipality are affected. Councillor Claude MARSON (LSAP) expressly emphasised that the CIGR staff have worked in an orderly and correct manner. The supposedly too high costs of the construction measure are now under examination by experts. However, despite all the polemics, the positive aspect is that the work that already has carried been out has led to significant improvement of the working conditions of the CIGR employees.

Councillor Nicolas WELSCH (DP) emphasised that the municipality has re-joined the CGIR in 2018 against the explicit warning of the DP group and that, therefore, it is responsible for the consequences. It is unacceptable either that the Council of Aldermen is only now reacting to the accusations, which have been known since May 2019, under pressure from the DP group. Why was Contern Municipality, which got the ball rolling, not supported? Is there a willingness to continue working with the CIGR or is the municipality considering to leave? As he sees it, the representatives of the municipality have not done their work on the Administrative Board.
- Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) vehemently rejected these allegations. From the beginning there was close coordination with Contern Municipality and monitoring the dossier will continue, in the interest of the employees who otherwise would not have a chance on the job market. The municipality had done nothing wrong. One should let the official bodies do their work and await the results. Alderman Claude MARSON (LSAP) explained in detail the history of the project and the close involvement of Schuttrange Municipality. In conclusion, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) remarked that in such sensitive matters tact and sensitivity are required and that not all information can be discussed in public, especially in order to protect the concerned people. It has nothing at all to do with lack of transparency.

Councillor Serge EICHER (DP) pointed out that it has been published in the town hall that, with effect from 1 October 2019, private individuals will also be able to make use of the services of the CGIR. This despite the fact that it was clearly stated at the end of 2018 that it would be out of the question, also to avoid competition with Labour Aid (Aarbechtshëllef). Has a new convention been signed and, if so, under which conditions? Does it make sense against the background of the current discussion?
- Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explained that this service is provided upon the request of residents, in particular for the use of cleaning staff. A convention is in the works but has not yet been signed. It was not known that this service was also offered by Labour Aid. Reviewing was promised.

Councillor Nicolas WELSCH (DP) complained that the municipality has engaged a solicitor at taxpayer's expense, although the municipality has no direct damage. It is unacceptable for the municipality to pay for a solicitor to protect two members of the Municipal Council, who possessed all the information about their work as members of the Administrative Board.

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) defended himself against this accusation, pointing out the complexity of the dossier and the inherent risks. It is the responsibility of the Council of Aldermen to examine all options in a legally sound manner. The solicitor represents the interests of Schuttrange Municipality and not solely its representatives in the CIGR.

In conclusion, councillor Serge EICHER (DP) noted that nobody wanted to attack anyone personally, but that the comprehensive questions have helped to clarify the situation.

With regard to the **Grand-ducal Fire and Rescue Corps CGDIS Schuttrange-Niederanven**, councillor Serge EICHER (DP) observed on behalf of the DP group: The municipal staff had been instructed that only two municipal employees were allowed to be on standby duty for the fire and rescue service. Why was this instruction given, which, anyway, was not in conformity with the law? According to the law, a public employer is obliged to release employees at times of emergency.

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) stressed that the municipality has always cooperated closely with CGDIS. The registration list for stand-by duty has long existed as the basis for the operation control computer. Upon the reorganisation of CGDIS, the municipality also had to issue clear rules to guarantee smooth operations. An employee who was previously employed by the Schuttrange municipality for the fire and rescue service, was taken over by CGDIS. In conjunction with Niederanven municipality, it was decided that two employees from both municipalities should always be on the list, with a view to ensuring equal treatment. €1 is paid for each hour on stand-by duty. The foreman ensures that the people on the list for stand-by duty are also available at any time during working hours, which has hitherto worked without any problems. In case of an emergency, all members of the voluntary fire brigade of Schuttrange Municipality are allowed to go out and assist, of course. But safety in the municipality always takes priority. For example, in case of an emergency, imported or hazardous work may not simply be abandoned. The current arrangement for the three firefighters ensures that, at any time, two people can be on stand-by duty, whilst taking holiday periods into account. The polemics leave a wrong impression in the locality. As before, the municipality supports CGDIS with all available means. Direct communication with the Council of Aldermen rather than through social media and the public would have been more appropriate, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) said. For better understanding, alderman Claude MARSON (LSAP) explained the structure and work of CGDIS and the CIS (Fire and Rescue Centre). Under the reorganisation of the fire and rescue service, it is not the task of the municipality to guarantee the staffing of the rescue service. But efforts are made to ensure that two people are always on stand-by. The current arrangement is clear to all parties involved and allows for proper planning by the municipality and CGDIS. When something is not clear, the Council of Aldermen must always be the first and direct port of call.

Councillor Gilles ALTMANN (CSV) noted that some municipality staff have been asked to train as firefighter. Now, they can no longer apply their training. The total of four seconded employees of Schuttrange and Niederanven municipalities would not be sufficient for ensuring the safety of the residents of both municipalities in case of an emergency. He appealed to the leaders of the municipality to not do the minimum, but rather the maximum. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) countered that all trained staff may go into action in the event of a major emergency, if the need arises. Initially, only the two employees on the stand-by list are called up, who are ready for immediate deployment. CGDIS is responsible for the details of the deployment plans.

According to councillor Gilles ALTMANN (CSV), 92 first responder and 68 other operations have been carried out until now, of which approximately one third were in Schuttrange municipality. With these figures, it is quite possible to keep all available employees on stand-by for emergencies. Private companies are also prepared to keep all staff trained in firefighting ready for deployment. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) agreed to hold a meeting with CGDIS management for the purpose of resolving the differences. It is nevertheless regrettable that there were no efforts to come to a direct dialogue, especially since the cooperation has hitherto been smooth and trusting.

Councillor Nicolas WELSCH (DP) enquired after the implementation of the legally stipulated compensation measures in relation to the creation of a forest path in the "Schedgen" district. A total of 15 ares of forest has been felled, which must be compensated. Furthermore, Councillor Nicolas WELSCH (DP) queried the basic construction of the path, which was created only 100 m below an open area. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) referred to the presented forest management plan, which was approved unanimously. The approximately 100 m<sup>3</sup> of felling for the path will count towards the total felling of the year that has been approved by the Ministry of the Environment. The width of the path stems from the width of the felling machines. Further details must be discussed with the forester.

## **5 Non-public Session**

### **5.1 Definitive incumbent of the post of municipal civil servant in category A2, Technical service**